La voix de l'opposition de gauche

Le 4 mai 2018

CAUSERIE

- Causerie au format pdf (pages)

Au bout de deux ans j'ai dû mettre fin à mon activité d'éleveur de chèvres.

Un des deux vieux villageois qui les emmenait paître a fait défection, et un seul ne pouvait pas surveiller une trentaine de chèvres, personnellement j'en avais 14, dont 2 chevreaux que je gardais la journée dans le jardin. Il ne voulait pas assumer cette responsabilité suite à plusieurs attaques ces derniers jours par des chiens sauvages qui ont tué plusieurs chèvres. Du coup nos chèvres ont atterri chez une des soeurs de ma compagne qui avait de la place pour les héberger et son époux du temps pour s'en occuper, c'est à 5 kms de chez nous.

J'ai eu de la peine de voir partir mes bêtes, sur les 14 j'en avais vu naître 11 et j'en avais nourri plusieurs au biberon, je m'en occupais soigneusement et je leur parlais, pépère devient gaga ! Mais en même temps, sachant qu'elles étaient vouées à l'abattage, j'ai échappé à ce jour déchirant ou cruel.

Deux ans, c'était suffisant. Je sais que si j'avais obtenu un poste à temps plein de prof de français au lycée français de Pondichéry, au bout de quelques années j'en aurais eu marre ou j'aurais eu envie de faire autre chose, je n'aurais jamais pu supporter d'exercer le même métier toute la vie, cela ramollit le cerveau, je plains ceux qui y sont contraints.

Les infos de la journée de jeudi ne figurent pas dans cette causerie, hormis un titre ou deux.

Dorénavant, quand je n'ai pas la tête ailleurs, j'inscris la date après le titre et à la fin d'un article. Quand je m'exprime avant un article, je fais figurer mon monogramme (LVOG), et j'indique celui de l'auteur d'un article dès que je le reproduis. Ces précautions afin d'éviter tout malentendu entre nous.

Un mot sur l'actualité.

Quand j'étais jeune, je voulais en découdre, j'étais plutôt gauchiste sans savoir ce que cela signifiait sur le plan politique. Je croyais que les manifs servaient à casser du flic, puis je me suis vite rendu compte que ce n'était pas le cas, du coup cela m'a forcé à réfléchir, car apparemment il y avait quelque chose que je n'avais pas bien saisi. En lisant les marxistes et en m'organisant, en militant, j'ai réussi à progresser, c'est tout le mal que je souhaite à la jeunesse issue du prolétariat.

Personne ne peut se substituer aux masses, c'est la principale leçon que j'ai retenue, car sans les masses ou en se détournant des masses, on est voué à adopter un mode de pensée individualiste qui conduit à la confusion et à toutes les dérives, récupérations ou instrumentalisations possibles et inimaginables, de sorte qu'on en arrive à nuire à la cause pour laquelle on prétend combattre, sans en tirer le moindre profit, ce qui est stupide. Aux qualités qu'il faut cultiver, à la modestie ajoutons la patience, la persévérance, la rigueur, la discipline, qui misent au service de la logique serviront utilement notre cause.

Quand vous lisez des articles dans différents blogs ou portails qui se veulent de gauche, progressiste, indépendant ou je ne sais quoi encore, cherchez où sont passés les masses ou la lutte des classes. Si elles n'y figurent pas, c'est que leurs auteurs les ont fait disparaître parce qu'ils n'ont aucune perspective politique à vous proposer ou ce qu'ils vous proposent consiste à vous accommoder du régime en place ou de ses institutions auxquelles ils s'en remettent en dernier ressort. En ayant ce facteur à l'esprit, vous ne pouvez pas vous tromper ou être manipulé, vous manipulez vous-même, vous êtes en présence de représentants de l'ordre établi qui s'expriment, qu'ils en aient conscience ou non.

C'est aussi un moyen pour ne pas devenir parano ou de manifester une suspicion excessive ou injustifiée, car dans ce cas-là vous seriez amenés à passer à côté de l'essentiel ou à produire des contresens, à vous embrouiller lors de la lecture d'articles disons convenables ou correctes, qui somme toute sont forcément très rares.

Black day.

Les Black blocs remplissent le même rôle que les provocateurs et autres flics, qui hier s'infiltraient dans les manifestations du mouvement ouvrier avec pour mission de les disloquer et de les discréditer, en ce sens ce sont des agents de la réaction.

Ce qui les caractérise, c'est l'absence d'analyse, de théorie, de stratégie, de programme, de parti, de liens avec la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, ils sont uniquement guidés par des intérêts individuels et immédiats comme n'importe quel petit bourgeois. Leur référence au socialisme ou à l'anarchisme sert de caution à un anticapitalisme du spectacle qu'ils mettent en scène selon un scénario qui s'inspire du gauchisme.

Le recours systématiquement à la violence témoigne de leur refus de s'inscrire dans le cadre du processus historique qui coïncida avec le développement de la lutte des classes parallèlement à celui des forces productives, comme étant l'un des principaux facteurs de l'évolution ou du progrès de la civilisation humaine. Ce déni ou leur ignorance les conduit à se substituer aux masses ou à ignorer leur niveau de conscience, ce qui s'illustre par leur incapacité de proposer à la classe ouvrière la moindre stratégie pour en finir avec le capitalisme.

En règle générale les masses condamnent leur violence, ce qui permet au gouvernement d'avoir le beau rôle et de se présenter en gardien de l'ordre. Autrement dit, ils fournissent une occasion inespérée à Macron d'apparaître majoritaire et légitime, alors qu'en réalité la majorité rejette sa politique.

De deux choses l'une, soit il faut que les organisateurs des manifestations les chassent avant qu'elles commencent, soit, avant le début des manifestions il faut les rabattre vers les CRS afin qu'ils les encerclent et les neutralisent. Il faut refuser que les manifestations démarrent tant qu'ils demeurent en-tête ou dans le cortège. En dernière extrémité, si on en a les moyens, il faut les affronter.

Réactions de quelques internautes qui permettent de cerner leur capacité de nuisance et au profit de qui.

1- "Combien de violence dues à l'extrême gauche", alors qu'ils sont étrangers à l'extrême gauche ou au mouvement ouvrier.

2- "Ces fascistes rouges", accusation coïncidant avec l'amalgame ordurier rouge-brun.

Philippe n'est pas en reste : "Je constate qu'à l'extrême droite, à l'extrême gauche, on trouve souvent des gens qui attisent, attisent la peur, la colère, parfois la provoquent", a déclaré mercredi le Premier ministre. (huffingtonpost.fr 02.05)

3- "Terroristes d’extrême-gauche", idem.

Ils bénéficient de la mansuétude pour ne pas dire davantage de Macron et du ministre de l'Intérieur.

4- Ils sont financés par George Soros : c’est à lui de payer la facture.

Ca me fait penser à IS qui après un an de frappes de l'Otan grandissait... Ces types servent une idéologie de gauche altermondialiste, no border etc... Merci George et Open society.

5- Leur caractéristique principale est surtout de n’être jamais inquiétés par la justice...

6- Question : combien de condamnations ?

7- Pourquoi sont-ils autorisés à prendre part à des manifs et ne sont-ils pas dispersés ou arrêtés immédiatement ?

8- Il serait intéressant de savoir ce que nos services de renseignement savaient, car par ces temps de terrorisme islamique, voir débouler 1200 casseurs armés jusqu’aux dents, masqués, entraînés, formés à la guérilla urbaine à de quoi surprendre les citoyens que nous sommes et qui payons des impôts en partie pour vivre en sécurité.

9- Ces voyous ne devraient même pas être autorisé à manifester et les personnes qui leurs permettent de défiler en tête de cortège devraient être poursuivi pour complicité de trouble à l’ordre public.

10- Ce sont les même qui après avoir jeté des cocktails molotov se posent en victime de la violence policière et de la répression judiciaire, message qui passe très bien dans une frange de la gauche qui leur trouve des excuses et les défendent.

11- Combien de policiers infiltrés dans les casseurs ?

12- La gendarmerie mobile n'est elle pas aussi ultra-mobile que ce black bloc?

13-10 ans de prison pour tous ceux qui ont été arrêtés Car c'est un des plus grands crimes que celui d'utiliser une manifestation syndicale paisible pour en profiter et casser, détruire, agresser. Cela nuit a l'image syndicale qui pourrait apparaître comme organisation terroriste ce qu'elle n'est pas.

LVOG - ils servent à justifier la répression du mouvement ouvrier comme vous venez de le constater. Je n'ai pas coupé certains commentaires pour que les lecteurs puissent l'observer par eux-mêmes.

Ils permettent à Macron de se poser en défenseur de la démocratie

Reuters - "Il y a un gouvernement, il y a un Etat, il est dirigé, et il continuera à agir", a déclaré le président à la presse.

En déplacement mercredi dans le Cher, Edouard Philippe a souligné la "fermeté" et la "tranquillité" des pouvoirs publics face à "des casseurs dont la volonté est de remettre en cause notre société et à certains égards notre démocratie""

Sur France 2 mercredi matin, le ministre de l'Intérieur a mis en garde, à la suite d'Edouard Philippe, contre les "discours radicaux" qui inciteraient à la violence.

"Lorsque vous avez une partie de la classe politique, sur les marges, qui appelle à 'faire la fête à Macron', certains le prennent au pied de la lettre", a estimé Gérard Collomb. Mardi, le chef du gouvernement avait condamné "l'irresponsabilité des discours radicaux qui encouragent de tels agissements".

François Ruffin, député "insoumis" de la Somme, appelle à une manifestation nationale samedi à Paris pour "faire la fête à Macron" à l'occasion du premier anniversaire de son élection.

Gérard Collomb a assuré que le dispositif de maintien de l'ordre serait renforcé pour ces rassemblements, qui interviennent dans un climat social tendu avec les grèves à la SNCF et Air France.

"J'ai peur qu'un certain nombre de gens soient aspirés par la spirale des mots", a souligné le ministre de l'Intérieur, qui s'est par ailleurs déclaré favorable à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les événements du 1er-Mai notamment réclamée par le PS.

Il a défendu "une gestion républicaine de l'ordre public, équilibrée" tout en reconnaissant que les forces de l'ordre avaient été surprises par le nombre de "Black blocs", venus également d'Allemagne ou d'Italie. "Ça a pris un peu temps, j'en conviens" pour les circonscrire, a-t-il dit.

Les forces de sécurité en attendaient "500 à 1.000".

Gérard Collomb a reconnu que les forces de l'ordre devraient désormais "s'adapter" à un mouvement - déjà identifié lors des manifestations de 2016 contre la loi Travail dite "El Khomri" - "qui est puissant". Reuters 02.05

Ils tenaient le même discours en parlant d'Emirat islamique ou Daesh qu'ils laissèrent volontairement proliférer, puis la Russie et l'Iran s'emmêlèrent, vous connaissez la suite.

A leurs terroristes, aux milices d'extrême droite, il faut ajouter les Black blocs parmi les alliés instrumentalisés du régime. Ils ont besoin de se créer des ennemis factices pour justifier leur système policier. Factices parce qu'ils ne représentent aucun danger pour le régime, car seule la mobilisation révolutionnaire de millions de travailleurs pourrait le menacer et le renverser.

Préméditation.

Le Figaro - Un cauchemar pour les prévisions que réclament pourtant les préfets sur le potentiel explosif des rassemblements de l'ultra-gauche. À chaque fois que des débordements importants ont eu lieu, la police avait sous-estimé l'ampleur de la mobilisation. Le Figaro 01.05

AFP - La préfecture faisait état d'environ 1.200 individus encagoulés sur le pont d'Austerlitz. AFP 01.05

Il n'aurait dû pouvoir aller plus loin que le pont d'Austerlitz...

L'exécutif rejette toute défaillance après les heurts du 1er-Mai - Reuters 2 mai 2018

La garde à vue de 43 personnes, dont cinq mineurs, a été prolongée mercredi soir, sur un total d'une centaine au départ, a-t-on appris auprès du Parquet de Paris.

Deux majeurs et un mineur devaient être déférés dans la soirée au tribunal en vue de leur présentation au parquet jeudi matin, a-t-on précisé de même source.

Les autres procédures ont été classées sans suite. Reuters 2 mai 2018

En réalité, près de 200 avaient été arrêtés... et rapidement relâchés !

- 1er Mai: des centaines d'individus encagoulés bloquent la manifestation parisienne - AFP

La manifestation parisienne du 1er Mai avançait difficilement, après s'être élancée de la place de la Bastille, bloquée par des centaines d'individus encagoulés, ont constaté des journalistes de l'AFP. AFP

Ils étaient bien là pour "bloquer" la manifestation afin qu'elle prenne une tournure violente...

Quand les médias leur offrent gracieusement une tribune ou en font la promotion.

- «Mardi, j'ai participé au Black Bloc parisien» - liberation.fr 2 mai 2018

Depuis mardi soir, et l'épilogue houleux de la manifestation du 1er Mai, il n'est question que d'eux. Pour le gouvernement, ils sont les «casseurs». Eux dénoncent «la pression exercée par l'Etat sur différents groupes du corps social». Johan (1), 24 ans, a participé au Black Bloc ayant dégradé 31 commerces et 16 véhicules à Paris. Pour Libération, il décrit la philosophie de ce mode d'action et légitime le recours à la violence. A partir de ce jeudi, certaines des 109 personnes placées en garde à vue après les heurts seront jugées en comparution immédiate. Le 1er mai

«D'abord, je voudrais dire que je parle du Black Bloc en mon nom propre, pour rappeler ses objectifs et sa visée politique bien réels, contrairement à ce qu'on entend partout. Mardi, j'ai participé au cortège parisien. Je ne donnerai ici aucun élément touchant de près ou de loin à ce que j'y ai accompli ou à la réalité de l'organisation. Pour ceux qui s'interrogent sur la légitimité de la présence d'un Black Bloc le 1er Mai, je voudrais rappeler qu'avant d'être la fête du travail, cette date est la commémoration de l'injuste condamnation à mort de sept anarchistes américains [en 1886 à Chicago, ndlr].

La tactique

«Le Black Bloc n'est ni un parti ni un mouvement, c'est une tactique, un outil, une modalité d'action politique. Le Black Bloc se forme ponctuellement, pour un événement précis, puis se dissout immédiatement. Il n'a aucune stratégie politique de long terme. Il regroupe des gens de bords différents, des jeunes, des vieux, de surcroît de classes sociales hétérogènes. Mardi, il y avait dans le cortège parisien des camarades venus de nombreux pays d'Europe, car notre lutte est internationaliste : le capitalisme mène une lutte mondialisée, notre résistance doit l'être tout autant.

«Le dress code, être vêtu de noir et porter la cagoule, résulte de deux logiques. D'abord, évidemment, il s'agit de se préserver de la répression policière, de la vidéosurveillance. Ensuite, la tenue a valeur de solidarité. Toutes les personnes encagoulées, équipées de masque à gaz ou de lunettes de piscine, ne se livrent pas forcément aux dégradations. Toutefois, en arborant le dress code, elles acceptent d'assumer collectivement les opérations et de rendre le plus compliqué possible l'exercice d'identification par les policiers.

La violence

«Il est assez consternant de voir revenir au lendemain de chaque action du Black Bloc ce langage politico-médiatique insistant simplement sur son aspect violent. L'idée est claire : il convient de délégitimer l'action du Black Bloc, avec cette rengaine de la violence pour la violence, de casser pour casser. Au contraire, le Black Bloc n'a rien d'apolitique. Il ne frappe pas aveuglément. Son essence est de montrer la conflictualité sociale, la logique de répression. Au quotidien, l'Etat exerce une pression sourde sur différents groupes du corps social : les exilés, les sans-papiers, les zadistes, certains mouvements étudiants, les salariés au chômage, les squatteurs. Par sa volonté de confrontation, le Black Bloc met le doigt sur cette frontalité, et pousse l'Etat dans ses retranchements afin qu'il affiche son vrai visage. Immédiatement, nous voyons alors affleurer les violences policières, qui s'expriment pourtant quotidiennement dans les quartiers populaires, contre les personnes racisées et les sans-papiers. Quant au terme "casseur", il est à rejeter. Il participe lui aussi à la volonté du pouvoir de dépolitiser le Black Bloc. Il n'y a pas de mots adéquats pour définir le Black Bloc. Je dirais que nous sommes militants, activistes, révolutionnaires et d'autres choses encore.

Le ciblage «Le Black Bloc favorise des actions groupées et rapides. Il y a des cibles évidentes, les McDonald's, les concessionnaires de voitures de luxe, les banques et, bien sûr, les bâtiments administratifs, les commissariats. Loin d'être gratuit, le ciblage se concentre sur les symboles de l'Etat et du capitalisme. Quant au mobilier urbain, parfois dégradé, il peut à la fois être utilisé comme projectiles, mais il incarne surtout l'organisation spatiale décidée unilatéralement par l'Etat pour réguler la société et que nous voulons transformer.

La politique

«Le Black Bloc ne peut être récupéré par aucun parti politique. Précisément parce qu'il rassemble des gens qui s'organisent en dehors des frontières politiques traditionnelles. Le Black Bloc rejette tout autant le Parti socialiste que La France insoumise. Il s'affranchit également de la tutelle des centrales syndicales. Le socle fédérateur est d'inspiration anarchiste, anticapitaliste mais, une fois encore, le Black bloc est surtout une constellation indéfinissable, qui naît et disparaît une fois son expression accomplie.» liberation.fr 2 mai 2018

Et pendant ce temps-là...

- Les évacuations d'universités s'accélèrent - Reuters

Ils sont insaisissables en somme, ce qui nous ramène à 1984 d'Orwell (lire plus loin)

- Black blocs : une tactique de lutte plus qu'une idéologie - Le Monde

Le Monde a raison : Ils frappent, mais ne pensent pas...

Une excellente question : Pourquoi les porte-parole de Bilderberg louent-ils le Black bloc ?

- Pourquoi le New York Times fait-il la promotion du «black bloc»? - mondialisation.ca 08 février 2017

Le New York Times, le porte-parole semi-officiel de l'establishment du Parti démocrate, a publié un article hors de l'ordinaire dans son édition de vendredi, intitulé «Les anarchistes jurent de contrer la montée de l'extrême droite, par la violence, si nécessaire.» («Anarchists Vow to Halt Far Right's Rise, With Violence if Needed»)

L'article occupe quatre colonnes de la page couverture du journal sous une énorme photo d'un individu masqué en noir qui s'apprête à casser une fenêtre d'un immeuble de bureaux avec une barre de fer lors de la nuit de manifestation survenue à l'Université de Californie à Berkeley il y a

une semaine. L'article équivaut à une publicité gratuite et à de la promotion pour des manifestations violentes organisées par des éléments s'identifiant eux-mêmes au «black bloc», aux antifascistes et aux anarchistes.

Rédigé par la journaliste du Times Farah Stockman, l'article contient non seulement des comptes-rendus à couper le souffle des actes de violence gratuite commis par ces éléments et de longues citations provenant d'individus qui disent représenter ces politiques, mais aussi de multiples liens vers des sites web et des fils de discussion sur Twitter associés aux anarchistes et au black bloc. Le Times fournit ainsi gentiment ces liens aux lecteurs qui voudraient s'impliquer.

Il y a un long historique de violence commise par des manifestants du black bloc, par les anarchistes ou par ANTIFA, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe et partout dans le monde. Les politiques de ces mouvements sont entièrement réactionnaires, basées sur une hostilité viscérale à toutes luttes pour mobiliser les travailleurs et les jeunes dans une lutte politique indépendante contre le système capitaliste et pour le socialisme. Ils attirent des éléments démoralisés et désorientés de la classe moyenne, ainsi qu'un nombre important de provocateurs issus des forces policières qui se cachent derrière des capuchons et des masques afin d'encourager la violence et fournir un prétexte à la répression.

Le Times, cependant, semble déterminé à les intégrer. L'article contient aussi ceci: «La question maintenant est si les actions des anarchistes contre M. Trump – qu'elles soient colorées ou pleine d'entrain, ou hors-la-loi et potentiellement fatales – vont faire en sorte que leur mouvement marginal deviendra plus gros dans la bataille des idées au cours des années à venir.»

Non, la vraie question est: pourquoi le Times fait-il la promotion de ce «mouvement marginal» comme une sorte de participant sérieux dans la «bataille des idées»?

Cela explique pourquoi un journal qui a appuyé Hillary Clinton pour la présidence, a appuyé toutes les guerres impérialistes lancées par Washington et a mené une campagne à la McCarthy en faveur d'une confrontation avec la Russie est devenu un défenseur enthousiaste de l'anarchisme. mondialisation.ca 08 février 2017

Et ce n'est pas un fait isolé.

L'anarchisme ne pouvant pas conduire à un changement de régime, il est vulnérable et récupérable pour servir à une toute autre fin. Les idéologues de l'oligarchie l'ont parfaitement compris depuis longtemps, voir les attentats des années 80 en Europe et la manipulation par le Gladio de groupes ultra gauches ou anarchistes.

Réseau Voltaire - Selon l'ancien chef d'état-major turc, le général Ilker Basbug, le PKK et le PYD, après avoir été des organisations marxistes-léninistes pro-soviétiques et pro-syriennes, sont devenues des groupes anarchistes pro-atlantiques. (Ankara met en garde Paris après son soutien aux terroristes - Réseau Voltaire 30 mars 2018)

Avec son Open Society, Georges Soros est un anarchiste pro-atlantique qui soutient la légalisation de la droque et toutes les formes de communautarisme, en particulier les plus violentes, dont par exemple les Femen. Il est féministe, antiraciste, homophile, écologiste...

Wikipédia, officine du Ministère de la Vérité, nie que les Blacks blocs soient instrumentalisés.

- Une frange de manifestants pacifistes, notamment altermondialistes; considèrent parfois les black blocs comme des agents infiltrés pour faire mauvaise presse à certaines manifestations. Cette vision peut se rapprocher de certaines théories conspirationnistes ou polémiques. Wikipédia

Quand 25 unités de CRS sont mobilisés et ne peuvent pas faire face à 1200 individus les provoquant, tu te dis que c'est voulu, c'est délibéré, cela ne doit faire aucun doute, parce que c'est la réalité. Mieux, c'est prémédité puisque le ministère de l'Intérieur avait mis en garde contre les risques de violence le 1er mai, c'est à croire que Collomb a piloté l'opération.

C'était possible de les neutraliser, de les encercler et de les tenir à l'écart de la manifestation qui aurait dû se dérouler normalement, sauf que les choses ne se sont passées ainsi. C'était une fois de plus une manoeuvre pour alimenter leur propagande contre le mouvement ouvrier, alors que la classe ouvrière cherche la voie de l'affrontement avec le régime.

Où est l'instrumentalisation demanderez-vous peut-être ? Dans le fait que le ministère de l'Intérieur les laissent agir ou tout casser. Tout le monde a pu le constater, donc ils en ont parfaitement consciences, ce qui montrent qu'ils n'ont aucun principe, aucune dignité.

Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs.

Co-construction ou co-destruction ?

Faut-il venir en aide à Macron ? En pleine grève des cheminots, la question peut sembler saugrenue.

Et pourtant… « La coupe est pleine. Les Français ont envie de le dire dans la rue. Il faut que le président de la République se ressaisisse et revienne à une position qui rassemble les Français. » Celui qui s'exprime ainsi s'appelle Manuel Bompard. Coordinateur des campagnes de La France insoumise, c'est en ces termes qu'il vient de présenter à la presse l'objectif de la « fête à Macron » du 5 mai, rebaptisée « marche nationale pour dire "Stop à Macron" »*. Que Macron se ressaisisse et rassemble les Français ? Quel travailleur peut adhérer à cette perspective ? L'aspiration n'est-elle pas au contraire : « Dehors Macron et sa politique ! » ?

Faut-il venir en aide à Macron ?

La « concertation sociale sur les retraites » a commencé. Dans un colloque organisé au Sénat le 19 avril, Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT, a déclaré : « Est-ce qu'il faut parler de co-construction, c'est peut-être un gros mot par les temps qui courent que de prétendre co-construire un de nos piliers en matière de droit social en France (…). Mais si on refuse d'envisager de manière très active une association étroite des salariés et de leurs représentants sur le type de mesures à envisager, y compris d'accepter encore à ce stade le débat contradictoire sur l'opportunité de changer ou pas le système de retraite, on prend des risques. »

Bernard Thibault sait bien que les fiches remises par le gouvernement fixent clairement l'objectif de la concertation : « Construire un système universel commun à tous les actifs. » Ce qui signifie la destruction-disparition de tous les systèmes existants et non un « débat sur l'opportunité de (les) changer ou pas » !

« Co-construire un pilier du droit social » ? Non, le but de la concertation est d'enchaîner les organisations syndicales à la co-destruction de tous les piliers existants du droit social : les retraites comme la Sécu, le Code du travail comme les statuts dans la fonction publique.

Une « co-construction » qui parviendrait à lier les organisations syndicales à ses contre-réformes ; et une « opposition » qui limite son ambition à vouloir l'aider « à se ressaisir » : tels sont les outils grâce auxquels Macron espère rester en place jusqu'en 2022.

Ce n'est pas à cela qu'aspirent les cheminots, les hospitaliers, les étudiants, les chômeurs, les retraités, tous ceux qui voient avec angoisse fondre leurs droits de jour en jour, et se dégrader leur situation, tandis que les profits capitalistes grimpent en flèche.

Ceux-là aspirent à l'unité des travailleurs et de leurs organisations indépendantes rejetant toute forme de co-construction avec le gouvernement.

Ceux-là aspirent à en finir avec cette politique et ce gouvernement.

Pas en 2019, pas en 2022 : maintenant et tout de suite !

* AFP, 23 avril.

Un constat ne sert à rien si on n'en tire aucun enseignement, en l'occurrence ici, si on n'explique pas pourquoi Manuel Bompard et Bernard Thibault tiennent ces discours, si on n'en fournit pas la signification politique, si on ne les caractérise pas. On nous répondra que cela va de soi. Pas vraiment en réalité, ce dont on prendra conscience à condition de se mettre à la place des militants ou des travailleurs...

Car à partir de là, on peut tout imaginer et s'illusionner sur ces parasites qui pourrissent le mouvement ouvrier. Qui plus est, il n'y a pas lieu d'employer le conditionnel, puisqu'ils collaborent en permanence avec le gouvernement ou le patronat, donc c'est une réalité et le doute n'est pas permis sur les intentions des appareils des syndicats inféodés au capital.

Jamais George Orwell et son chef d'œuvre "1984" n'auront été autant d'actualités.

L'inscription figurant sur la façade du Ministère de la Vérité pourrait figurer sur celle du palais de l'Elysée :

- La guerre, c'est la paix,

- La liberté, c'est l'esclavage,

- L'ignorance, c'est la force.

On peut ajouter : La démocratie, c'est le totalitarisme.

Dans 1984, Orwell fit plus que le procès du régime bureaucratique stalinien qui sert de modèle à l'oligarchie ou aux tenants du nouvel ordre mondial totalitaire qui se met en place sous nos yeux. Il décrivit un système politique policier implacable, terrifiant, totalitaire, auquel chaque membre de la société pour survivre serait contraint de souscrire, pire, de devenir un rouage, chaque membre de la société devant contrôler les autres membres de la société et dénoncer ceux qui manifesteraient une velléité de résistance ou d'opposition, sous peine d'être accusés de complicité et de subir le même châtiment, une balle dans la tête.

La délation sur les réseaux (a)sociaux et dans les médias, qui donnent lieu à des lynchages et des appels à la répression en sont l'illustration de nos jours. J'ai lu dans Wikipédia qu'en Grande-Bretagne il y a déjà 1 caméra pour 15 habitants, ce qui en fait la population la plus surveillée au monde, qu'Orwell fixe à Londres le siège de Big Brother n'a rien d'étonnant de nos jours. Quand vous prenez le train ou le métro, vous passez devant des bornes qui enregistrent tout ce qu'il y a dans votre téléphone portable, et quand vous vous posez quelque part, ils sont en mesure de vous localiser, même si votre portable est éteint, ils vous surveillent même lorsque vous dormez.

Orwell ne s'est pas seulement inspiré de son expérience du stalinisme en Espagne en 1936, mais aussi à la même époque des procès de Moscou. Les dirigeants bolcheviks en arrivèrent à se déclarer coupables de crimes qu'ils n'avaient jamais commis, ils se virent affligés la peine qui correspondait à leurs actes, ils furent exécutés, on ne peut imaginer plus orwellien.

Ce système totalitaire serait dominé par une autorité supérieure qui serait inaccessible aux membres de la société, de sorte qu'elle concentrerait indéfiniment tous les pouvoirs et il serait impossible de s'opposer à sa volonté. C'est déjà en grande partie le cas avec les 500 multinationales qui dominent le marché mondial, les institutions telles que le FMI, la Banque mondiale, les banques centrales, qui possèdent plus de pouvoir que les Etats et n'ont de compte à rendre à personne.

On poursuivra une autre fois car avant je dois mettre au clair la controverse dont Orwell a fait l'objet, apparemment une cabale montée de toutes pièces pour discréditer l'homme et ses écrits, dont une fois de plus les médias furent à l'origine à la fin des années 80, près de 40 ans après sa mort, ce qui était pour le moins curieux, mais justement quand l'URSS était sur le point de disparaître, comme si au-delà il fallait préserver le régime monstrueux que le stalinisme avait conçu, on comprend pourquoi en observant que l'oligarchie s'en inspire pour instaurer son nouvel ordre mondial.

On y est. Ce n'est pas de la science-fiction ou une rumeur.

- En Chine, des capteurs cérébraux pour surveiller les émotions des employés - slate.fr 1 mai 2018

Extrait. A l'usine Hangzhou Zhongheng Electric en Chine, les employés portent des casques ou des casquettes dans lesquels sont cachés des capteurs qui analysent leurs ondes cérébrales pendant qu'ils travaillent. Les données sont ensuite envoyées vers des ordinateurs qui permettent de surveiller les changements émotionnels des travailleurs, tels que le stress, la colère, l'anxiété ou la fatigue.

Le management explique que le but est de mesurer le stress des ouvriers pour mieux adapter le rythme de travail et augmenter l'efficacité de l'usine.

Interviewée par le South China Morning Post, une professeure impliquée dans ce programme explique qu'un employé trop émotif dans un poste clé peut affecter toute une chaîne de production. Grâce aux capteurs, le manager est prévenu et peut ainsi demander à l'employé de faire une pause, de changer de poste ou de partir pour la journée.

Elle explique que les ouvriers n'étaient au départ pas très enthousiastes à l'idée de porter ces capteurs:

«Ils pensaient que l'on voulait lire leurs pensées. Certains étaient mal à l'aise et il y a eu de la résistance au début».

Ce genre de dispositif est utilisé dans une douzaine d'entreprises, ainsi que dans l'armée et des compagnies de transports. slate.fr 1 mai 2018

Autre illustration. En famille. La terreur "approuvé sans vote".

- Le Parlement britannique adopte un "amendement Magnitsky" - Reuters 2 mai 2018

Le Parlement britannique a adopté mardi un amendement permettant de sanctionner des individus ayant commis des violations des droits de l'homme. Il a été approuvé sans vote, ayant le soutien des conservateurs et des travaillistes. Reuters 2 mai 2018

En totalitarisme, une accusation a valeur de preuve.

Quand la présomption d'innocence n'existe pas ou plus, on peut accuser n'importe qui de n'importe quoi et le déclarer coupable sans qu'il puisse s'opposer à ce verdict.

Sputniknews.com - Un tribunal US ordonne à l'Iran de dédommager les familles des victimes du 11 septembre - sputniknews.com 02.05

Bien que la commission spéciale chargée d'enquêter sur les attentats du 11 septembre n'ait pas trouvé de preuve directe de l'implication de l'Iran dans ces attentats terroristes, un juge fédéral à New York a déclaré que l'Iran, la banque centrale du pays et le Corps des gardiens de la révolution islamique étaient responsables de la mort de plus de 1.000 personnes lors des attentats du 11 septembre.

Le jugement par défaut demande une indemnité de 12,5 millions de dollars par conjoint, 8,5 millions de dollars par parent, 8,5 millions de dollars par enfant et 4,25 millions de dollars par fratrie.

Comme le note la chaîne, il y a peu de chances pour que Téhéran paye ces dédommagements. Néanmoins, les États-Unis pourraient potentiellement récupérer la somme grâce aux milliards de dollars d'actifs iraniens qui ont été gelés aux États-Unis et en Europe au fil des ans et des sanctions. sputniknews.com 02.05

L'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a vécu.

- Jose Bustani : L'homme qui a dit non aux américains ! par Richard Labévière - Les Crises 2 mai 2018

(Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 30-04-2018)

Extrait. Il (José Bustani -ndlr) nous reçoit chez lui, dans son appartement de Flamengo – quartier central de Rio, au pied du Pain de sucre- en commençant par nous demander des nouvelles de la France. Ce grand diplomate, qui s'exprime admirablement dans la langue de l'Académie, est sans doute le plus francophile de tous les temps. Né à Porto Velho (Etat de Rondonia – nord-ouest du Brésil), José Bustani est diplômé en droit de l'Université Pontificale Catholique de Rio de Janeiro (1967) et de l'Institut Rio Branco avant de rejoindre le Service extérieur brésilien en 1967.

Poids lourd d'Itamaraty – le Quai d'Orsay brésilien – , polyglotte, il enchaîne les grands postes, y compris multilatéraux : à Moscou (1970 – 1974) ; à Vienne (1974 – 1975) ; conseiller et ministre-conseiller à New York (1977 – 1984) ; ministre-conseiller à Montevideo (1984 – 1987) ; consul général à Montréal (1987 – 1992) ; chef du Département des organisations internationales et du Désarmement (1992 – 1997) ; premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC) de 1997 à 2002 ; ambassadeur à Londres (2003 – 2008) ; puis à Paris (2008 – 2015).

C'est par acclamation qu'il a été élu comme premier directeur général de l'Organisation de l'interdiction des armes chimiques (OIAC)2 en 1997 à La Haye aux Pays-Bas où se trouve le siège de cette agence des Nations unies.

« Mon mandat exigeait que je séduise le plus de pays possible au monde pour qu'ils accèdent à la convention sur l'interdiction des armes chimiques », se souvient José Bustani ; « de 1997 à 2002, j'ai ainsi pu augmenter le nombre des pays membres d'une bonne moitié… » Les plus récalcitrants se trouvaient dans le monde arabe, considérant l'arme chimique comme « le nucléaire du pauvre ». En multipliant les visites et les consultations, José Bustani arrive notamment à convaincre la

Libye et l'Irak en 2001, ces deux pays donnant leur feu vert au principe des inspections : « ces deux pays clefs pour le monde arabe ont, finalement, compris l'opportunité d'une telle démarche sur les plans de la sécurité et de leur crédibilité diplomatique », commente José Bustani ; « à ce moment-là, j'ai donc communiqué la bonne nouvelle aux membres de l'OIAC, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, indiquant que nous pouvions désormais compter sur deux nouveaux membres importants en matière de désarmement chimique : la Libye et l'Irak ».

LES AMERICAINS DEFENDENT LEUR GUERRE

Mais plutôt que de féliciter le directeur général de l'OIAC, les Américains se fâchent et commencent à lui faire une guerre sans merci. En fait, si les inspecteurs de l'OIAC avaient pu se rendre en Irak, le monde se serait vite rendu compte qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive dans ce pays. Par conséquent le principal motif de guerre, invoqué par Washington et Londres contre Bagdad, tombait de lui-même rendant impossible l'expédition militaire projetée depuis plusieurs années. « En fait, l'acceptation de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques par la Libye et l'Irak enclenchait un processus très dangereux pour les Etats-Unis et Israël », explique José Bustani : « avec l'Irak, suivraient la Syrie et le Liban et tous les autres en isolant Tel-Aviv qui persistait à rejeter la convention de Vienne sur le nucléaire et, bien-sûr aussi, la convention sur l'interdiction des armes chimiques ». Furieux, les Israéliens s'opposent farouchement à l'acceptation de la convention de l'OIAC par l'Irak et saisissent le grand frère américain afin de bloquer l'initiative.

Les plans d'invasion de l'Irak sont prêts depuis longtemps et Washington ne veut pas renoncer à cette guerre qui doit lui permettre la mise en œuvre de la première étape du plan dit du « Grand-Moyen-Orient ». Ce dernier vise des changements de régime par la force dans la plupart des pays arabes, l'ultime finalité étant une « digestion de la question palestinienne » par l'imposition de la « démocratie » et le développement de l'économie de marché, selon Robert Satloff du Washington Institute for Near East Policy. La hantise de Washington dans ce contexte est de voir commencer les inspections des experts de l'OIAC en Irak qui auraient prouvé qu'il n'y avait finalement aucune arme de destruction massive dans ce pays…

INTIMIDATION ET COUP DE FORCE

Selon la convention de l'OIAC, un changement du directeur général doit être décidé par le conseil exécutif de l'organisation. Dans un premier temps, les envoyés de Washington essaient cette voie mais se cassent les dents : José Bustani est maintenu ! Dans un deuxième temps, et en flagrante violation de la convention, ils oeuvrent alors à la convocation d'une conférence générale extraordinaire pour obtenir enfin la tête du Directeur général. Différents émissaires américains font le tour des ambassades à La Haye, jouant alternativement de la carotte et du bâton, promettant différentes aides financières et livraisons d'armes et infrastructures à plusieurs pays membres.

Finalement la conférence générale se tient sous forte pression américaine. L'Amérique Latine et l'Afrique s'abstiennent, tandis que le Brésil ne soutient pas José Bustani, le président Cardoso ne voulant pas risquer d'indisposer Washington. S'alignant sur le diktat des Etats-Unis, les pays occidentaux votent massivement pour le départ du Directeur général. Seule, et à la surprise générale, la France s'abstient ! La Russie, la Biélorussie, l'Iran, le Mexique, Cuba et le Soudan appuient José Bustani. Autre surprise : l'Inde qui avait soutenu de bout en bout le maintien du directeur de l'OIAC fait défection au dernier moment ! On apprend quelques jours plus tard que Washington a livré à New Delhi des systèmes radar de nouvelle génération dont les Etats-Unis bloquaient la vente depuis plusieurs années.

Pour appuyer leur ignoble campagne, les Américains dénoncent la mauvaise administration de l'OIAC, moyen d'autant plus cocasse que c'est un haut-fonctionnaire de Washington qui est en charge de toute la logistique de l'organisation, comme c'est presque toujours le cas dans les

agences onusiennes ! « En fait », souligne José Bustani, « mon travail et mon indépendance ulcéraient singulièrement les Américains qui voulaient que je les consulte en permanence ».

LE GROSSIER JOHN BOLTON

La campagne anti-Bustani a été directement supervisée par Dick Cheney, vice-président des Etats-Unis (2001-2009) et principal superviseur de la guerre de 2003 contre l'Irak. Pour mettre fin aux fonctions du Directeur général de l'OIAC, Dick Cheney détache personnellement un envoyé spécial à La Haye en la personne de John Bolton. Ce farouche opposant aux missions américaines de maintien de la paix – légitimées ou non par l'ONU – a commencé à défrayer la chronique en 1993 en s'opposant à l'intervention humanitaire en Somalie.

En 1998, au côté de Richard Perle et d'autres, il est l'un des signataires de la lettre du Project for the New American Century, appelant Bill Clinton au renversement de Saddam Hussein. En mai 2001, George W. Bush le nomme au Département d'État chargé des questions de désarmement. En mai 2002, c'est lui qui signe la lettre au secrétaire général de l'ONU – Kofi Annan – indiquant que les États-Unis renoncent à toute participation à la Cour pénale internationale (CPI). John Bolton est également un farouche partisan de la guerre en Irak et du concept de guerre préventive. Le 7 mars 2005, ce détracteur intarissable de l'ONU sera pourtant choisi comme ambassadeur américain aux Nations unies par le président Bush.

Aussitôt débarqué à La Haye, il entame la tournée des ambassades des pays les plus importants de l'OIAC, multipliant pressions, inconvenances et grossièretés les plus inacceptables. Il somme José Bustani de quitter la direction générale de l'OIAC dans les 24 heures. Ne se laissant pas impressionner, ce dernier refuse catégoriquement. Alors Bolton menace : « on connaît votre femme et vos enfants, dont certains vivent aux Etats-Unis. Ils pourraient connaître certaines difficultés… » Cette séquence qui semble tirée de l'un des Parrain de Francis Ford Coppola est pourtant bien réelle et illustre les pratiques en usage dans la diplomatie américaine.

Le sinistre Bolton ajoute que Washington s'est mis d'accord avec le gouvernement du Brésil pour « faire partir Bustani », ce que ce dernier récuse de toutes ses forces même s'il sait que Cardoso l'a effectivement lâché… Le jour même de ce vote manipulé, José Bustani quitte la direction générale de l'OIAC le lundi 28 avril 2002, remplacé quelques mois plus tard, par un Argentin aux ordres, nommé par le gouvernement de Carlos Menem. On doit à ce fonctionnaire argentin la paternité d'une citation historique sur la « liaison charnelle unissant les gouvernements de Washington et Buenos-Aires ». Enfin, tout rentrait dans l'ordre américain, l'OIAC aussi !

L'OIAC DEFINITIVEMENT NEUTRALISEE

Initialement, l'OIAC disposait de 211 inspecteurs payés par l'Organisation sous la direction technique et politique du Directeur général. Désormais, les inspecteurs sont, majoritairement prêtés à l'Organisation et payés par leur gouvernement. Aujourd'hui, le Directeur général est un Turc qui rase les murs et ne veut pas faire de vague, trop content d'échapper aux reprises en main domestiques d'Erdogan… Normalement les programmes chimiques américain et russe auraient dû être démantelés en 2012. Rien n'a été fait, ou si peu !

En 2013, suite à l'accord noué par John Kerry et Sergueï Lavrov lors du G-20 de Saint-Pétersbourg sur le démantèlement des armes chimiques syriennes, l'OIAC aurait dû être l'acteur principal de sa mise en œuvre. Une fois encore Washington a tout fait pour que l'Organisation soit marginalisée alors que la Syrie avait – de fait – accepté la convention. Par conséquent, les inspections de l'OIAC auraient dû commencer dans ce pays, conformément à l'esprit et la lettre de la convention.

En violation avec la Convention qui stipule que les armes chimiques doivent être détruites sur le territoire même du pays concerné, les armes syriennes ont été – soit-disant – démantelées sur un bateau croisant en Méditerranée et rejetées à la mer en violation aussi de toutes les directives onusiennes de protection de l'environnement. Selon les procédures de l'OIAC, les armes chimiques doivent être détruites dans des installations ad hoc prévues à cet effet, en sachant que leur coût est supérieur à celui des armes elles-mêmes ! La question de la destruction des armes chimiques syriennes demeure des plus opaques, comme celle de leurs utilisations maintes fois dénoncées par Washington et ladite communauté internationale.

Aujourd'hui, Washington et plusieurs rapports des Nations unies affirment que Damas détient toujours des armes chimiques et qu'elle les a encore utilisées en avril 2017. La presse dit tout et n'importe quoi sur le sujet, ne réussissant même pas à lire la Convention et à enquêter ni prouver quoique ce soit, sans rien dire de pertinent sur la marginalisation de l'OIAC ! Si l'armée syrienne avait utilisé massivement des armes chimiques comme l'affirme dernièrement un rapport des Nations unies sur les droits de l'homme (au moins 27 fois…), le nombre des victimes serait infiniment plus important que les chiffres avancés, estiment aujourd'hui les meilleurs experts.

Ni la presse, ni les rapports successifs n'ont éclairci les questions liées à l'usage présumé des armes chimiques en Syrie qui ressemblent davantage à l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo le 20 mars 1995, qu'à l'usage militaire de telles armes. « Les usages de composants chimiques en Syrie ressemblent davantage à des attentats terroristes qu'à des utilisations militaires massives », relèvent aujourd'hui les experts en armes chimiques.

Aujourd'hui depuis Rio, José Bustani se demande où sont les inspecteurs de l'OIAC et pourquoi on persiste à ne pas vouloir utiliser rigoureusement la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sur le sujet, la grande presse internationale est silencieuse et ne pose pas les bonnes questions : quel est aujourd'hui le statut de la Syrie par rapport à la convention et l'OIAC ? Ses experts et inspecteurs sont-ils sur le terrain ou ont-ils demandé à l'être ? Plus largement le travail de casse et de sape de John Bolton est-il rattrapable ? Peut-on, dans un proche avenir, voir l'OIAC fonctionner de nouveau normalement et assumer ses missions selon la Convention ? Ou alors à quoi sert cette organisation internationale ?... Les Crises 2 mai 2018

Après avoir décrédibilisé l'OIAC, c'est au tour de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

LVOG - Ils reconnaissent les institutions internationales qu'ils ont eux-mêmes créées, mais si leur contrôle leur échappe, ils les dénigrent ou les bazardent.

Leparisien.fr - Nucléaire iranien : que sait-on des documents dévoilés par Benjamin Netanyahou ? - leparisien.fr 01 mai 2018

...sur le fond, l'exposé se révèle quelque peu décevant : une grande partie des informations étaient déjà connues, puisque liées à un programme ancien bien connu des Occidentaux. Ce sont les documents y faisant référence qui n'avaient jamais été, jusqu'ici, présentés au grand public.

Avant que Netanyahou n'en fasse mention, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) avait largement détaillé, dans son « évaluation finale » de 2015, le projet Amad, du nom du plan illicite conduit par l'Iran entre 1999 et 2003.

Le Premier ministre israélien a expliqué avoir partagé ce matériel avec les États-Unis et souhaiter faire de même avec d'autres pays et l'AIEA. Pour l'heure, l'agence a indiqué n'avoir « aucune indication crédible d'activités en Iran liées au développement d'un engin nucléaire après 2009 ».

« L'AIEA doit maintenant avoir un plein accès aux informations présentées par Israël, et décider de la suite à donner avec l'Iran », a réagi le Quai d'Orsay, tandis que Bruxelles était sur la même ligne. leparisien.fr 01 mai 2018

- Les infos d'Israël sur l'Iran peut-être utiles à terme - Reuters 02.05

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi que les informations fournies par Israël sur l'ancien programme d'armement nucléaire de l'Iran pourraient servir de base pour un suivi à long terme des activités nucléaires de Téhéran. Reuters 02.05

- Le Maroc va rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran - Reuters 02.05

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Indignation internationale après une journée noire pour les journalistes afghans - AFP

- La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an selon l'OMS - L'Express.fr

Stratégie de la guerre et du chaos.

- Double attentat au Nigeria : le bilan s'alourdit à 86 morts - LeFigaro.fr

Mardi en début d'après-midi, deux kamikazes se sont fait exploser dans une mosquée et sur un marché à proximité dans la ville de Mubi, faisant au moins 86 morts. LeFigaro.fr

- Attaque contre l'église Notre-Dame de Bangui, au moins 15 morts - Reuters

Quinze personnes au moins ont été tuées mardi dans une attaque armée contre l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, la capitale de la République centrafricaine, a-t-on appris auprès d'un responsable de la morgue d'un hôpital de la ville et de Médecins sans frontières. Reuters

- Huit civils tués par des hommes armés au nord de Bagdad - Reuters

Un groupe d'hommes armés a ouvert le feu sur des civils mardi à Tarmia, 25 km au nord de Bagdad, faisant au moins huit morts et trois blessés, a-t-on appris de source proche des services de sécurité. Reuters

- Libye: 12 morts dans un attentat de l'EI contre la commission électorale - AFP

Deux kamikazes du groupe jihadiste Etat islamique (EI) ont attaqué mercredi le siège de la Commission électorale à Tripoli, tuant douze personnes, au moment où la communauté internationale appelle de ses voeux à des élections en 2018 pour sortir la Libye de l'anarchie.AFP

ACTUALITE EN TITRES

Circulez il n'y a rien à voir.

- «Exit tax» : le Président offre une porte de sortie aux très riches - Liberation.fr 02.05

Dans «Forbes», Macron annonce la fin, l'an prochain, de l'imposition à 30 % des plus-values mobilières des Français partis s'installer à l'étranger. Liberation.fr 02.05

Quand le Pentagone et la CIA gouvernent officiellement pour le compte de l'oligarchie, c'est black day tous les jours garanti !

- Pompeo adoubé par Trump, le département d'Etat retrouve des couleurs - AFP 03.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arménie

En famille, parole d'un "homme d'affaires".

- Arménie: Pachinian appelle à cesser les manifestations, dit avoir le soutien de tous les partis - AFP 3 mai 2018

L'opposant Nikol Pachinian a appelé mercredi les Arméniens à cesser les manifestations, assurant avoir obtenu le soutien de l'ensemble du Parlement pour son élection au poste de Premier ministre le 8 mai.

"Actuellement, tous les groupes (parlementaires) ont dit qu'ils soutiendraient ma candidature. La question est réglée", a-t-il assuré devant des dizaines de milliers de manifestants réunis sur la place de la République, dans le centre d'Erevan.

Le Parlement a annoncé une nouvelle élection pour le 8 mai, auquel le Parti républicain a déclaré ne pas présenter de candidat, à l'instar de ce qu'il avait fait lors du scrutin de mardi.

Si les députés ne parviennent pas le 8 mai à élire un chef de gouvernement, le Parlement sera dissous et des élections législatives anticipées seront convoquées, d'après la constitution arménienne.

Nikol Pachinian a capitalisé sur le soutien des Arméniens pour peser sur l'élection du 8 mai et forcer le Parti républicain, qui dispose de 58 des 105 sièges, à accepter sa candidature. Pour être élu, M. Pachinian doit réunir 53 voix.

Lors du vote de mardi, l'opposant avait bénéficié du soutien de deux groupes parlementaires: sur les 100 députés ayant participé au scrutin, 45 l'ont soutenu et 55 ont voté contre lui.

Pour Sergueï Konsoulian, un homme d'affaires de 45 ans sorti dans la rue soutenir Nikol Pachinian, "les gens ne cèderont pas, les manifestants ne reculeront pas".

"Les autorités ont vu aujourd'hui que la colère des gens grandissait. Je suis certain qu'ils vont abandonner l'espoir de rester au pouvoir", a déclaré à l'AFP Mikhaïl Margarian, un docteur de 38 ans. AFP 3 mai 2018